



Arracher des augmentations de salaires : une urgence sociale !

Retour de l'inflation

+ 31,2% pour le gaz, +16,9% pour les produits pétroliers, + 2,2% pour l'électricité (+74% depuis 2007) ; + 23% pour la volaille, + 11,3% pour les légumes, + 10% pour les œufs, + 6,8% pour les produits frais, + 4,2% pour les fruits frais ; + 4% pour les articles d'habillement et d'ameublement...

Cette hausse brutale des prix est particulièrement douloureuse pour nous tous et toutes, les travailleurs et les familles aux revenus modestes, les femmes aux salaires de misère, car elle touche les produits de première nécessité.

Que cette flambée des prix soit due à une augmentation du prix des matières premières (+40% pour le pétrole brut, +45% pour le sucre, +32% pour le blé...) en lien avec la reprise économique qui est avant tout la reprise des profits, ou avec les aléas climatiques, n'y change rien : il faut manger, se loger, s'habiller, se déplacer !

Salaires insuffisants

Selon les statistiques officielles, il faudrait 1 760€ pour vivre décemment en France, mais le smic est qu'à 1 554,58 € brut et 50% des salariés perçoivent moins de 1 639€ bruts

Nous avons besoin d'une augmentation générale des salaires dans le privé et le public et tout particulièrement pour les premières et les premiers de corvée, ces millions d'hommes et de femmes qui vivent avec un smic ou moins d'un smic par mois, à cause des contrats courts, de la précarité, des temps partiels imposés. Nous en avons tous besoin !

La revendication salariale au cœur de la lutte de classe

Les colères montent partout, parce que l'exploitation est de plus en plus féroce, par ce que de plus en plus de monde n'y arrive tout simplement plus. Elles montent chez les oubliés du Ségur, dans la santé, chez les travailleuses de l'aide à la personne ; dans les usines où il faut travailler plus et gagner moins pour d'hypothétiques "sauvegardes d'emplois" ; dans les services publics où les salaires sont bloqués depuis des années alors que les accords de réduction du temps de travail sont remis en cause ... Pour tenter de les désamorcer, le président-candidat Macron et son gouvernement distribuent, ici un chèque énergie à 100 euros, là des augmentations catégorielles... Ce ne sont pas des primes que nous demandons, car ce sont de véritables "trappes à bas salaires". Ce ne sont pas des exonérations de cotisations que nous voulons, car elles amputent ce qui représente nos salaires indirects : nos indemnités de sécurité sociale, nos remboursements de médicaments, nos allocations chômage, nos pensions de retraite...

Pour une rupture révolutionnaire avec ce système !

La loi du Capital s'impose à tous, avec toujours plus d'exploitation, de travail gratuit, de chômage, de précarité, des conditions de travail de plus en plus dures... Actifs du secteur privé ou public, précaires et chômeurs, jeunes et retraités, mettons au cœur de nos luttes l'exigence d'une **augmentation des salaires dans le privé et le public, maintenant !** Inscrivons cette exigence dans la lutte pour une **rupture révolutionnaire avec ce système** où la course aux profits, jette à la rue des milliers de salariés, sacrifie la jeunesse, dérègle le climat, nourrit la militarisation et les guerres..."

Parti Communiste des Ouvriers de France

Octobre 2021

Augmentation des salaires dans le privé et le public, maintenant !



Pour nous contacter, consulter nos prises de positions, vous abonner :

www.pcof.net

La Forge 15 Cité Popincourt 75011 PARIS

Sur Facebook : facebook.com/PartiCommunistedesOuvriersdeFrance/